

Groupe de travail animé par Franck Montaugé

De l'usage des indicateurs de développement dans l'action publique et le débat citoyen

Audition de *La Fabrique Spinoza*, Think tank du bien-être citoyen

Alexandre Jost (Président) Quentin d'Halluin et Paul Brans, le 1^{er} mars 2016

F. Montaugé : Merci d'avoir répondu positivement à notre invitation.

Nous venons de lancer un groupe de travail au sein du groupe socialiste sur la question des nouveaux indicateurs de richesse ou de développement, plus précisément sur l'usage des indicateurs de développement dans l'action publique et le débat citoyen.

Nos auditions ont commencé avec Monsieur Fitoussi, professeur des Universités et Président, avec A. Sen et J. Stiglitz, de la commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social.

Beaucoup de travaux ont été menés sur ce sujet et il existe aujourd'hui un foisonnement d'indicateurs.

La première question que nous nous posons est celle du choix des indicateurs, qui est toujours un acte éminemment politique.

Nous nous interrogeons aussi sur la meilleure façon d'utiliser ces indicateurs dans les politiques publiques, dans leur conception, dans leur suivi, dans leur évaluation.

Enfin, nous souhaitons aborder la question de la contribution, de la participation du citoyen à la vie publique à travers la discussion et la co-construction, d'indicateurs représentatifs, révélateurs de ce que peut-être le bien-être, la vie en commun, le Bien commun et l'intérêt général.

Je souhaite encore préciser que l'objectif que se fixe ce groupe de travail n'est pas de produire une réflexion intellectuelle théorique supplémentaire. Il y en a suffisamment...

En tant que parlementaires, nous nous intéressons à la question de l'évaluation et du contrôle des politiques. Par ailleurs, nous ne limitons pas cette problématique à la seule action de l'État, à la seule politique publique menée par l'État ; nos réflexions s'étendent du niveau local comme celui de la commune au niveau national voire supranational.

Ce qui m'intéresse dans votre approche, c'est la manière dont vous conjuguez les apports de différents domaines : la sociologie, l'anthropologie, sans vous limiter à une approche économique. Cette approche pluridisciplinaire du sujet me paraît utile.

Alexandre Jost

Merci pour votre bon accueil, c'est extrêmement agréable d'être reçu avec des remerciements alors que c'est nous qui sommes très heureux d'être auditionnés. J'en profite pour présenter mes deux jeunes collègues, je vous remercie de les avoir accueillis. J'ai souhaité dans une démarche justement inclusive sur ces sujets-là, associer le fond et la forme et inviter Quentin d'Halluin et Paul Brans, qui sont nouvellement recrutés depuis le mois de janvier à la Fabrique Spinoza pour avoir la chance de vivre l'expérience et d'y contribuer eux-mêmes.

Je vais rebondir directement sur votre dernier point qui est l'association des différents domaines de savoir et le lier avec une piste d'action possible.

Au sein de la Fabrique Spinoza, on a la conviction qu'émerge aujourd'hui un nouveau corpus de connaissances qu'on nomme, avec le souhait de provoquer les esprits, « la science du bonheur », et qui rassemble effectivement l'anthropologie, l'économie du bonheur (qui est aujourd'hui enseigné à l'école d'économie de Paris), la psychologie positive qui trouve sa place dans le champs universitaire, différentes formes de sociologie comme la sociologie du bonheur par exemple qui est enseignée dans les université hollandaises.

On pense que ce corpus de connaissances permet d'enrichir le débat contrairement à la Commission « SSF » à qui on avait reproché d'être composée de beaucoup d'économistes et d'être assez peu féminine en terme de diversité de profils.

1^{er} point : La science du bonheur recèle un potentiel qui peut influencer la décision. Et je voudrais faire un parallèle avec les initiatives anglaises dont vous avez probablement entendu parler : dans un désir d'amener des réflexions sur le progrès social et les indicateurs de richesse, le Parlement anglais a souhaité créer un APPG (*All Party Parliamentary Group*), c'est-à-dire un groupe de travail transpartisan sur le sujet du bien-être avec l'idée d'organiser un cycle permanent de conférences sur la science du bonheur et du bien-être. Cela signifie pour nous qu'un indicateur doit faire partie d'un système, ou autrement dit, qu'il faut une approche systémique d'un indicateur.

Le législateur ou le décideur politique ne doit pas simplement disposer de 10, 20, 30, ou 40 chiffres, mais pouvoir disposer de multiples autres éléments autour de ces chiffres permettant d'alimenter sa réflexion.

Le dispositif anglais prévoit un cycle de conférences sur la sociologie du bien-être, sur l'économie du bonheur, sur les neurosciences, pour alimenter la réflexion des parlementaires et finalement pour s'assurer qu'à chaque instant, quand une proposition de loi est à l'examen ou en cours d'élaboration, divers autres éléments qualitatifs viennent compléter les indicateurs.

Je crois que la Constitution anglaise laisse plus facilement accès aux intervenants extérieurs auprès des parlementaires pour alimenter leur réflexion. Il y a peut-être de ce point de vue des améliorations possibles.

Deuxième idée : l'indicateur, conçu par les anglais, qui s'appelle « *National well-being indicator* », s'inscrit dans un programme plus vaste. Il s'agit du programme national du bien-être. Cela peut rappeler de mauvais souvenirs et provoquer une réaction inquiétante. Mais cela signifie aujourd'hui qu'un pays recherche les moyens de déployer un système d'indicateurs de manière large.

Étape 1 : Irriguer, alimenter la réflexion des parlementaires sur le sujet.

Étape 2 : Fournir aux parlementaires une grille d'analyse à partir de cet indicateur, afin d'évaluer les lois en cours d'élaboration. Je pourrai vous faire passer cette grille, si vous le souhaitez. Elle a été conçue par David Halpern qui est le conseiller en économie comportementale de David Cameron.

Donc il y a un outil qui liste un certain nombre de domaines et dont on encourage l'utilisation chaque fois qu'une nouvelle loi est envisagée.

Troisièmement, une formation des collaborateurs, des assistants parlementaires a été réalisée sur cette grille, de telle sorte qu'elle soit ancrée dans les pratiques.

Quatrième point : Cette démarche anglaise, qui s'incarne dans une approche systémique, est le résultat de la collaboration d'un grand nombre d'institutions : le Parlement, l'institut national statistique, mais aussi la fonction publique avec l'un de ses représentants ; Gus O'Donnell, surnommé « God », directeur de la fonction publique, très en pointe sur le sujet et cherche à faire en sorte que l'ensemble des institutions publiques ait une charte qui reprennent les grands éléments de l'indicateur.

Le Premier ministre lui-même s'est intéressé de près à cette question. Cameron qui, avant de prendre ses fonctions, a fait un discours en indiquant les limites du PIB. Un premier ministre convaincu à l'avance de l'intérêt de la démarche et qui a ensuite structuré ses équipes autour de ce sujet et en recrutant même des conseillers en bien-être subjectif.

En fait, il faut un écosystème politique pour qu'un indicateur ne reste pas un simple indicateur.

Et puis le dernier endroit, peut-être le pentacle, l'acmé de ce dispositif, c'est d'avoir une consultation. Cela rejoint votre troisième question, Monsieur le sénateur, celle de la contribution citoyenne pour arriver à ce système politique d'indicateurs.

Les Anglais ont adopté une démarche qui a duré 18 mois, et pendant ces 18 mois ils ont considéré qu'il ne fallait pas procéder à une validation d'indicateurs au risque *a contrario* de perdre en qualité par rapport aux besoins des citoyens (ce qui n'est pas le cas avec le dispositif imaginé par France stratégie et le Conseil économique, social et environnemental).

Ils ont commencé en posant une question très générale : « qu'est-ce qui compte pour vous »? « What matters to you ? » et ils ont recueilli les points de vue des citoyens. Ils ont interrogé 200 000 foyers ou personnes. Ils ont fait un tour d'Angleterre auprès de groupe de populations en situation particulière comme des personnes handicapées, des personnes en situation de précarité... Ils ont ensuite recueilli toutes les réponses et ils en ont déduit des grandes dimensions.

Ils sont ensuite revenus vers ces citoyens en leur demandant si ces dimensions encapsulaient bien ce qu'ils avaient déclaré lors de la première étape.

Troisième étape, ils les ont invités à dire ce qui pourrait constituer des bons critères à l'intérieur de ces dimensions, ils ont à nouveau fait une synthèse.

J'ai trouvé cette démarche intéressante, cet aller et retour entre : on vous écoute, on fait la synthèse et on revient vers vous.

Ils ont ensuite terminé ce cycle par la dernière étape qui a consisté à interroger les citoyens sur les critères choisis pour chacune des grandes dimensions, dimension logement, dimension santé...

À l'issue de ce grand dispositif, ils disposaient d'un système d'indicateurs avec une architecture, la personne au centre, les relations autour et la société dans sa globalité dans le cercle le plus large.

Je trouve cette démarche intéressante...

F. Montaugé : Les gens ont-ils participé ? Si je peux me permettre de vous interrompre ?

Alexandre Jost : Je ne saurai pas vous dire le pourcentage de gens qui ont répondu, mais le nombre de personnes interrogées était de 200 000.

D'après le conseiller de David Hallpern, le coût de cette opération était de l'ordre de 5 à 10 millions de livres (sans avoir pu distinguer le coût supplémentaire occasionné et le coût d'utilisation des ressources existantes au

sein d'Institut national statistiques). Ce n'est pas un montant énorme en comparaison de l'impact possible derrière.

Donc voilà une approche qui me semble intéressante.

On observe des initiatives dans d'autres pays européens. En Allemagne, une initiative a été lancée associant des experts et le Bundestag ; ces travaux parlementaires ont été étalés sur 18 mois

En Italie, ils ont choisi d'associer le Conseil économique et du travail, l'institut national de la statistique et la Présidence italienne.

On peut observer que les initiatives qui réussissent allient différentes institutions. La clé de la réussite repose aussi sur l'investissement d'une personne particulièrement motivée.

En Italie, Enrico Giovanini qui a été Ministre du travail et des affaires sociales, est l'ancien promoteur de l'indice du mieux-être à l'OCDE et le Président de l'institut national de la statistique.

Donc à un moment il faut trouver un allié sur ces sujets-là, je ne sais pas si c'est Emmanuel Macron...

Voilà une première réflexion.

Toujours dans l'idée de voir comment on pourrait rendre plus utile cet indicateur, nous disposons d'autres outils dans notre constitution.

J'ai trouvé intéressant que Najat Vallaud-Belkacem, lorsqu'elle était Ministre des Droits des femmes, utilise des circulaires au sein de l'exécutif pour inviter l'ensemble des ministères à examiner l'impact sur la question de l'égalité homme-femme, de tout projet de loi en cours d'élaboration.

Si un tel levier a été utilisé pour le droit des femmes, il peut aussi être utilisé pour la prise en compte de l'ensemble des éléments d'un nouvel indicateur.

Et puis un outil qui est au plus proche de vous, **c'est évidemment l'étude d'impact législative.**

Il y a environ deux ans, après la mise en œuvre de l'obligation de réaliser des études d'impact, un rapport suggérait que les spectres des critères pris en compte dans les études d'impact étaient trop réduits. Mais, pour faire évoluer ces critères, il faut passer par une loi constitutionnelle, ce qui est plutôt compliqué.

Encore un point important : le caractère transpartisan.

Pour la petite histoire, en 2012 ou 2013, la Fabrique Spinoza avait rassemblé 9 sénateurs et sénatrices au sein d'un groupe transpartisan. Y figuraient notamment : Renée Nicoux (socialiste), Chantal Jouanno (centriste), Yves Pozzo

Di Borgo (centriste), le groupe EELV. Et ce groupe de 9 sénatrices et sénateurs avaient fait la demande que soit créé au Sénat un groupe de travail. Mais leur demande n'a pas abouti.

Dans le même temps nous avons sollicité Catherine Quéré, député socialiste, pour que soit créé un groupe de travail sur ce sujet à l'AN, mais là aussi ce fut un échec ; l'association interpartis n'ayant pas abouti.

Le groupe socialiste de l'Assemblée nationale avait souhaité créer son propre groupe mais n'avait semble-t-il pas eu comme priorité d'avancer sur le sujet. Entre temps le groupe EELV avec Eva Sas a créé un groupe de travail sur le sujet.

Le lien entre le groupe socialiste et le groupe EELV s'est fait difficilement.

Mon sentiment plus que mon analyse, est que ces sujets-là doivent être véritablement transpartisans pour avancer.

Le travail parlementaire britannique s'est considérablement ralenti lorsque le secrétariat en charge des travaux sur l'indicateur, au lieu d'être du parti centre, parti assez réduit, est devenu Tory ou Labour, parce que tout d'un coup il y avait une inquiétude que le sujet soit politiquement une force pour un parti plutôt que pour un autre.

Il est important de s'interroger sur comment rallier les partis autour de ces réflexions pour en faire un outil d'amélioration du dialogue politique avant d'en faire un fer de lance d'un parti politique en particulier.

Il y a quelques années, une perspective intéressante était de ménager un temps d'examen de l'indicateur au sein des sessions parlementaires dans le cadre des RAP (rapports annuels de performance) et des PAP (projets annuels de performance).

Mais cela renvoie à la LOLF réputée, je crois, pour la lourdeur de son processus et sa quantophrénie.

Voilà un premier levier d'un point de vue institutionnel pour donner plus de force à ces indicateurs d'un point de vue institutionnel.

Il y a encore un autre angle d'attaque, celui d'utiliser le levier médiatique, les leviers de communication pour mettre en avant ces indicateurs. Au lieu que cet indicateur soit un objet technique, un objet certes utile à la démocratie, il faut qu'il devienne un objet occupant les consciences, l'espace public.

Sur cette manière d'aborder cette question, je vais donner la parole à mes camarades au sujet d'une initiative mise en œuvre par la Fabrique Spinoza

Est-ce-que vous voulez bien, Quentin et Paul, en parler ?

Paul Brans :

La Fabrique Spinoza a mis en place un projet qui s'appelle « l'indicateur trimestriel du bonheur des français » et qui vise à mesurer le bonheur subjectif des citoyens.

L'Indicateur trimestriel du Bonheur des Français

La Fabrique Spinoza, en collaboration avec l'Institut Think, travaille sur un indicateur trimestriel du bonheur des français. Partant du constat que le PIB est calculé à un rythme trimestriel, tandis que les indicateurs innovants tels que l'IDH sont toujours publiés après l'année qui s'est écoulée, une fois par an, nous avons construit un outil de mesure du bien-être des Français capable d'être lu en direct, face aux indicateurs économiques dominants.

L'indicateur trimestriel du Bonheur des Français vise à constituer **un contrepoint visible et fréquent au PIB**, pour occuper le terrain médiatique et pousser les décideurs à aller au-delà des outils de mesure traditionnels. En ouvrant de nouvelles sources d'inspirations pour les décideurs et les citoyens, nous comptons **tourner le projecteur vers des enjeux sociétaux clés et positifs**, tout en fournissant des **critères de comparaison internationaux**. Enfin, cet indicateur permettra de **développer une compréhension scientifique du bonheur d'un pays** grâce à un volet qui « sonde » le bonheur des Français, à un rythme régulier.

L'indicateur, agrégé, sera plus lisible qu'un tableau de bord (tout en le conservant) et fournira **un chiffre-clé facile à reprendre pour les médias**.

Il se basera sur des éléments subjectifs et scientifiques, qui ne sont actuellement pas capturés par les indicateurs à prédominance objective, et sera structuré en **3 étages : l'environnement perçu, le fonctionnement de l'individu et le bonheur exprimé**. Ces critères seront complétés d'un tableau annuel de variables objectives à des fins explicatives.

<http://fabriquespinoza.fr/lindicateur-trimestriel-du-bonheur-des-francais/>

La source de ce projet réside dans l'idée que l'état d'un pays ne se mesure pas nécessairement à l'aune de ce que produisent les citoyens mais plutôt de ce qu'ils vivent, de la manière dont ils tendent vers le bonheur ou l'épanouissement.

Derrière cet indicateur, il y a l'idée que le PIB, qui est l'indicateur de l'état d'un pays qui est le plus médiatisé, ne suffit pas car il mesure principalement des activités économiques. Dans l'espace médiatique actuel, les indicateurs ou sondages complémentaires au PIB ne suffisent pas non plus car ils ne sont pas assez réguliers et ne mesurent pas nécessairement l'épanouissement des gens de

manière subjective alors que l'épanouissement ou le bonheur est par nature un objet, au moins en partie subjectif.

M. Bourquin : La construction de cet indicateur repose sur des panels ?

Al. Jost : tout à fait et c'est Quentin qui va vous l'expliquer un peu plus en détail.

Quentin d'Halluin :

Un groupe de travail de bénévoles de la Fabrique Spinoza s'est constitué en interne et s'est inspiré des projets antérieurs de la Fabrique Spinoza sur les indices.

Y figurent des citoyens qui n'ont pas particulièrement d'expertise sur le sujet, d'autres qui sont plus experts et qui ont conçu le questionnaire central à trois dimensions. On abordera tout à l'heure la question de ces dimensions.

Le deuxième aspect de cet indicateur est qu'il doit être porté de manière indépendant par les citoyens, et c'est pour cette raison que l'on a voulu qu'il soit financé par du financement participatif.

Actuellement, une campagne est en cours pour financer la première vague de cet indicateur. De manière pragmatique, on est en partenariat avec un institut d'études qui s'occupera de la diffusion des questionnaires auprès d'un quota représentatif de la population. Cet institut nous transmettra ensuite les résultats qui seront diffusés et analysés.

Nous cherchons à obtenir le plus grand impact médiatique possible avec dans l'idéal une publication tous les trimestres de cet indicateur du bonheur en parallèle du PIB qui n'est qu'un indicateur économique.

Alexandre Jost : Merci à tous les deux.

Ce qui fonde cette démarche, c'est le fait que l'on dispose déjà de multiples indicateurs, de beaux indicateurs, ceux de l'OCDE, des indicateurs de la Commission Stiglitz, Sen et Fitoussi, les indicateurs du CESE, ceux de France Stratégie etc... mais ces indicateurs souffrent d'une incapacité à rivaliser avec le PIB au sens où ils sont publiés une fois par an, et généralement avec un retard conséquent.

Le PIB sort huit fois par an, quatre fois en « réalisés », et quatre fois « en prévisionnel ».

Même si, on avait envie d'équilibrer les critères subjectifs et les critères objectifs on a finalement trouvé qu'il serait intéressant de faire le sacrifice des critères objectifs pour se concentrer sur une enquête bien ficelée, scientifique, robuste, afin de publier cet indicateur tous les trimestres en face du PIB – pas en opposition, mais à côté du PIB.

C'est un point important ; nous avons la possibilité de faire l'enquête exactement quand on le souhaite. On peut publier l'indicateur lorsqu'il y a le prévisionnel du PIB ou lorsqu'il y a le PIB réalisé.

Un indicateur qui sort un an et demi ou deux ans plus tard et à faible fréquence n'est pas en capacité de faire concurrence au PIB.

En tant qu'organisation citoyenne, on a envie de porter ce projet avec l'idée que l'on réussisse à faire braquer le projecteur sur ce type d'indicateurs. Ensuite, on pense que l'on pourra passer la main à d'autres acteurs institutionnels. Le tout est d'occuper l'espace médiatique et de faire participer les citoyens.

F. Montaugé :

S'agit-il d'un seul indicateur ou de plusieurs?

Alexandre Jost :

De plusieurs indicateurs bien sûr. Je vais vous donner les détails.

Les enjeux de ces indicateurs : fréquence, décalage, occupation médiatique, infographie.

Comme vous le savez, les travaux sur les indicateurs souffrent en général d'être assez arides dans leur présentation. Aujourd'hui, la Fabrique Spinoza est hébergée dans un immeuble au centre de Paris au sein duquel il y a beaucoup de *start up*, de jeunes entrepreneurs dont on peut observer la modernité de production, l'inventivité graphique des contenus en comparaison de ce que l'on fait pour les indicateurs. Là, on mesure l'importance des enjeux actuels.

Un autre point est de faire vivre cet indicateur. Le faire vivre, cela suppose des rendez-vous institutionnels, mais aussi des rendez-vous citoyens. Nous avons donc prévu d'organiser des conférences, des forums autour de cet indicateur. On le présentera lors du Printemps de l'optimisme, on pourrait aussi le présenter lors du forum de l'économie positive. Il faut des endroits pour le présenter pour qu'il habite l'espace.

Et puis dernier point, je parlais du caractère systémique des indicateurs. Le caractère systémique d'un indicateur signifie que s'il est national, il peut être tout à fait être décliné au niveau régional, d'une ville ou d'une entreprise.

Moi, j'ai une deuxième casquette, je suis co-rapporteur de l'indice de positivité du mouvement pour une économie positive auprès de Jacques Attali. J'ai fait partie de la Commission qui a présenté ses travaux à François Hollande sur l'indice de positivité, qui est une manière d'appréhender, de mesurer l'altruisme et la prise en compte des générations future dans une économie.

Un nouvel indicateur : l'indice de positivité de l'économie d'un pays

Un indice de positivité de l'économie d'un pays a été pensé, construit et documenté spécifiquement à l'occasion de la rédaction du présent rapport. Il offre une photographie du degré de positivité de l'économie d'un pays. L'actualisation annuelle du rapport pourra permettre d'en suivre les progrès. Cet indice est agrégé. Ce choix peut être débattu : ne serait-il pas préférable d'avoir une batterie d'indicateurs sous forme de tableau de bord ? Cette dernière option permettrait de repérer les dynamiques sur tel ou tel point spécifique, mais elle noie le décideur sous un trop-plein d'informations et ne procure aucune vision d'ensemble. Ce rapport a dès lors fait le choix de fournir un indicateur englobant qui puisse refléter la positivité de l'économie dans son ensemble – quitte à en regarder les différentes composantes et leur tendance afin d'éclairer le plus finement sur sa signification. Des seuils critiques pourraient être fixés à l'intérieur des composantes de cet indice. L'indice de positivité de l'économie ici proposé ambitionne de fournir une « photographie » du degré de positivité des économies nationales, de les comparer entre elles et de créer à terme un historique dans le but d'évaluer les progrès accomplis.

Cet indice constitue un repère de l'économie positive. À ce titre, il représente à la fois un outil pédagogique (déclinaison concrète de la définition de l'économie positive) et un outil d'évaluation macroéconomique (au service de l'amélioration continue du caractère positif de l'économie du pays).

L'indice de positivité de l'économie repose sur une triple application du principe d'altruisme rationnel, central dans la définition de l'économie positive :

- entre générations (repère de l'économie positive dans le temps) ;
- entre territoires (repère de l'économie positive dans l'espace) ;
- entre acteurs (repère de l'économie positive dans les relations).

L'indice de positivité de l'économie repose sur une triple application du principe d'altruisme rationnel, central dans la définition de l'économie positive :

- entre générations (repère de l'économie positive dans le temps) ;

- entre territoires (repère de l'économie positive dans l'espace) ;
- entre acteurs (repère de l'économie positive dans les relations).

Le périmètre géographique retenu pour le calcul de l'indice (dans sa version initiale pour le rapport) est celui des 34 pays membres de l'OCDE, afin de fournir de premiers éléments de comparaison et de permettre aux pays concernés de revisiter leurs performances relatives au regard des critères de l'économie positive. La France se classe aujourd'hui en 19^e position.

Le choix a été fait d'inclure la croissance du PIB parmi les 29 indicateurs qui constituent l'indice de positivité de l'économie, l'indice ayant vocation à être enrichi, amélioré, ajusté sur la base d'échanges entre acteurs. L'objectif de ce nouvel indice consiste donc à proposer une vision élargie de la performance des économies nationales, en enrichissant et en contextualisant l'indicateur de croissance du PIB grâce à d'autres indicateurs, reflétant aussi fidèlement que possible la définition de l'économie positive.

Cet indicateur est appelé à évoluer à mesure que seront disponibles de nouvelles données sur le développement de l'économie positive qui soient homogènes selon les pays : on peut penser notamment à la gestion des ressources en eau, au financement des retraites, au développement des bonnes pratiques en matière de responsabilité sociale des entreprises (RSE) ou encore à la promotion d'une éducation tout au long de la vie. Une autre évolution souhaitable de l'indicateur sera de le décliner dans une logique « multiscalair » afin qu'il s'applique aussi bien à l'échelle d'un pays (son objectif initial) que d'une ville, d'une entreprise, d'une ONG ou de tout autre acteur (collectif ou individuel) désireux de mieux comprendre, évaluer et renforcer sa contribution à l'économie positive.

Extrait du rapport du Groupe de réflexion présidé par Jacques Attali, *Pour une économie positive*, la documentation française, Paris, 2013.

Ce que j'ai trouvé intéressant dans cette initiative, c'est que l'indicateur national a ensuite été décliné en indicateur d'entreprise, puis en indicateur dans les villes. Comment ces 40 critères peuvent-ils être adaptés et traduits pour une ville, et pourquoi pas pour les citoyens...

Cela signifie qu'un objet technique devient un objet vivant parce que des entreprises souhaitent être évaluées d'une certaine manière et des villes souhaitent que l'on évalue leur performance globale plutôt que d'être classée dans le Nouvel Obs par exemple.

Donc, une autre manière de créer de la systémie consiste à décliner l'indicateur.

Franck Montaugé :

L'Iso fait un peu cela à travers la RSE, en particulier pour les entreprises. C'est un peu la même approche, la même idée, non?

Martial Bourquin : Iso 26000, c'est essentiellement en entreprise, votre indicateur semble plus global.

Alexandre Jost : Oui, il est d'abord national.

Franck Montaugé : Mais une collectivité peut aussi se servir de l'Iso 26000.

Martial Bourquin : Plus précisément, pour bien comprendre comment votre fonctionne votre indicateur : quels sont les critères, et quels sont vos panels ?

Je prends un exemple : quelqu'un vit au centre de Paris, quelles sont ses préoccupations ? Quelle est sa perception ?

Quelles sont les questions que vous posez ?

C'est cela qui nous intéresse.

Comment les problèmes de pollution sont perçus à Paris, les problèmes de mobilité...est-ce que vous posez ce genre de questions ?

Alexandre Jost : Alors, faisons un zoom effectivement sur cet indicateur qui est intéressant parmi d'autres pour dire plusieurs choses.

Un indicateur a une architecture qui est fondamentale, elle reflète une idéologie. Comme vous le savez, on a tendance à se réfugier derrière la technicité, alors qu'en fait, ces indicateurs ont des présupposés extrêmement forts. Par exemple, l'indicateur du « Mieux vivre », de l'OCDE n'a pas de notion de soutenabilité mais cela n'est pas explicite.

En ce qui nous concerne, nous avons utilisé l'architecture suivante, en trois blocs :

- les conditions subjectives de vie ;
- le fonctionnement de l'individu qui correspond pour nous à l'intériorité,
- et enfin le bonheur global, c'est-à-dire la résultante.

On a utilisé cette architecture, en se disant très simplement, que si les politiques publiques se penchent sur ce sujet, on a besoin de comprendre comment les

individus fonctionnent et pas simplement de voir leur niveau de satisfaction par rapport à telle ou telle chose.

L'idée est de permettre aux politiques de comprendre pourquoi les français sont pessimistes et insatisfaits de telle ou telle chose alors que les conditions objectives semblent bonnes.

Sur le troisième bloc, le bonheur global, on s'est appuyé sur les travaux de l'OCDE qui ont produit « *un guide pour mesurer le bien-être subjectif* ». Ce guide rassemble toutes sortes de disciplines scientifiques et il décompose le bien-être en trois sous-parties, qui sont elles-mêmes très claires.

La première, c'est le bien-être affectif ou émotionnel, qui se résume par : Avons-nous chacun dans notre vie une prépondérance d'affects positifs ou d'affects négatifs. Ici, c'est votre corps, votre cœur et vos émotions qui sont interrogés.

F. Montaugé : C'est une psychanalyse ?

Alexandre Jost : Mais oui ! Exactement, et c'est pourquoi c'est un sujet vraiment dérangeant. C'est de la subjectivité scientifique.

J'ai vraiment observé que j'étais le vilain petit canard dans la consultation du CESE et de France Stratégie lorsque j'ai parlé de subjectivité dans un parterre composé de militants syndicaux et de statisticiens. Et pourtant, ce n'est pas parce que c'est subjectif que l'on ne pourrait pas poser des questions relatives au bien-être hédonique ou affectif, cela se fonde sur des travaux psychométriques.

Ensuite, le bien-être évaluatif. La question étant : « dans quelle mesure suis-je satisfait de ma vie aujourd'hui ? ». On l'appelle évaluatif ou cognitif, car on interroge cette fois le mental. C'est une évaluation froide par rapport aux attentes des gens dans la vie : « quelles sont mes attentes ? Quels sont les résultats que j'ai atteints par rapport à ce que je voulais ».

Et le troisième bloc, c'est le bien-être aspirationnel ou eudémonique. On rejoint un peu la philosophie : « est-ce qu'il y a quelque chose de plus important que moi dans ma vie ? ». « Est-ce que j'ai un sentiment d'appartenance à un pays, est-ce que j'ai le sentiment que ma vie vaut le coup d'être vécue, est-ce que je me réalise dans ma nation, est-ce que il y a du sens, est-ce que j'appartiens à un collectif, est-ce qu'il y a de l'appartenance ?

Avec ces trois blocs, les affects, le mental et – tout en restant laïcs– l'esprit, on reconstitue ce qui fait que l'être humain est dans sa pleine richesse.

Toutes ces questions sont dans l'indicateur britannique du programme national de bien-être. : « Ces derniers jours avez-vous ressenti de la joie, de la colère, de la tristesse » ? « Êtes-vous satisfait de votre vie ? »

« Et toutes choses étant prises en compte, avez-vous le sentiment que votre vie vaut le coup d'être vécue ? »

C'est le versant du bonheur global, qui doit selon nous figurer dans un indicateur. Car si on ne pose pas ce type de questions, on ne peut pas faire notre travail avec engagement et sérieux.

Peut-être que les gens disent qu'ils ne sont pas joyeux, qu'ils sont inquiets, qu'ils ne sont pas satisfaits et qu'ils ne pensent pas que leur vie vaut le coup d'être vécue. Et là, ça veut dire qu'on a raté une marche quelque part ou alors qu'on ne peut pas agir, mais il faut le savoir en tout cas. C'est le troisième bloc.

Le premier bloc, les conditions subjectives de vie...

M. Bourquin : Conditions subjectives et objectives quand même ?

Alexandre Jost : Non, parce que si on interroge cela, on ne peut pas avoir une publication trimestrielle. C'est un choix.

M. Bourquin : Avez-vous un standard de niveau de vie minimum qui peut donner du bonheur dans un contexte donné ?

Al. Jost : Oui, il y a des études là-dessus...

M. Bourquin : Je vous donne un exemple très précis. Quelqu'un au chômage, il est sous les ponts, quelqu'un qui a du boulot, ce n'est pas trop mal pour lui. Quand on a un indicateur, il faut qu'il intéresse tout le monde, y compris celui qui est dans une situation très mauvaise et, celui qui bénéficie d'une situation plus favorable. L'idée est de tenir compte des inégalités, on en parlait avec Monsieur Fitoussi et de disposer d'un indicateur qui embrasse vraiment les populations telles qu'elles sont et telles qu'elles vivent.

Alexandre Jost : Vous avez raison.

L'indicateur, tel qu'on l'a conçu, a vocation à occuper l'espace médiatique et ensuite à révéler des choses qui auront besoin d'être creusées.

On dispose de la question suivante « estimez-vous que votre niveau de revenu correspond à vos exigences ? », ou « vous permet-il de satisfaire vos besoins de vie ? ».

Si on fait une petite parenthèse sur l'argent et l'épanouissement. L'argent fait-il le bonheur ? On sait tout à fait y répondre. Il y a 12 000 études au sens littéral du terme. On a tout compris. On sait que le niveau de bien-être émotionnel augmente avec le revenu jusqu'à un certain seuil puis ensuite est stable, car une fois qu'on s'est protégé des aléas de la vie, le gain supplémentaire d'argent n'offre pas de joie ou n'enlève pas de stress.

On sait que le bien-être évaluatif, c'est-à-dire « êtes-vous satisfaits de votre rémunération ? », lui continue à augmenter avec le niveau de rémunération, car derrière il a un phénomène de statut social.

Le premier critère de satisfaction, par rapport à l'argent, réside dans la position sociale respective que l'on occupe. Il y a une étude de *Princeton* qui a été faite sur 150 000 personnes qui le démontre très bien, même si cela varie un peu d'un pays à l'autre. On saisit bien maintenant les liens entre argent et bonheur.

Je prends un dernier exemple sur l'argent et le bonheur. La science du bonheur montre très clairement qu'il y a un phénomène d'adaptation hédonique, d'accoutumance. Chaque fois que vous franchissez un seuil de richesse entre un mois et six mois qui suivent, vous vous êtes habitué à cette nouvelle vie : vous ne voyez plus votre nouvelle montre, vous ne voyez plus la nouvelle pièce dans votre appartement –sauf si vous étiez en situation de précarité– ce qui signifie que vous avez neutralisé les effets de l'argent et que vous ne ressentez plus de plus de satisfaction supplémentaire.

Ce qui est intéressant dans l'approche anglaise, c'est qu'elle porte cette réflexion jusqu'au Parlement pour interroger des sujets fondamentaux comme les inégalités ou le niveau des richesses.

En ce qui nous concerne, nous avons avec notre indicateur interrogé : le niveau de richesse ; la question de la santé. Dans la santé, la perception de sa propre santé ; mais aussi du sommeil. Je n'ai plus le chiffre mais je crois qu'en 30 ans la durée de sommeil moyenne en France a diminué entre 40 minutes et 1 heure 20. 1/3 des français estiment avoir une dette de sommeil importante. On est bien sur des sujets de santé publique et de bien-être.

Et puis, je pense que dans cette salle on doit comprendre de quoi je parle, rien qu'à voir l'heure qu'il est aujourd'hui, surtout le mardi !!! C'est dur parfois de voir la poutre que l'on a dans l'œil !!!

On a aussi des questions sur le logement, sur la qualité environnementale.

À ce sujet, il y a une étude de la *London School of economics* qui établit la corrélation entre l'espace où l'on se trouve (mer, lac, bitume, minéral et végétal) et le sentiment de bien-être que l'on éprouve dans l'instant. Il s'agit de quantifier les différences de sentiment d'épanouissement. De tels outils peuvent être utilisés pour bâtir des questions sur l'influence de la qualité environnementale.

On a évidemment des questions sur l'activité, on questionne à la fois le sentiment de précarité dans l'emploi et en dehors de l'emploi, mais également la satisfaction quant à son travail. Sur ce point, une étude scientifique estime qu'augmenter de 10% la qualité de vie au travail pourrait générer jusqu'à un point de croissance du PIB en plus. Donc, un indicateur de bonheur devrait interroger comment on se sent dans son travail.

M. Bourquin : Les analyses de Christophe Dejours vont dans ce sens.

Alexandre Jost : Oui tout à fait !

Il faut tenir compte à la fois, du versant défensif, le bureau international du travail estimant à 3% le coût du stress au travail et du versant positif, l'amélioration de la qualité de vie au travail, générant un point de croissance du PIB en plus.

C'est une approche importante qui est souvent omise dans les indicateurs, qui vont se focaliser sur les gens qui sont sans emploi.

Nous pensons que si on s'intéresse au « comment vont les 90% ? », on peut favoriser la croissance économique et donc aider *in fine* les 10% sans emploi à trouver des opportunités économiques. Il s'agit d'un point vraiment important dans l'indicateur.

On a également souhaité mettre dans cet indicateur, la question de l'engagement, l'engagement dans la vie de la cité, ou dans le milieu associatif.

Pourquoi ? On dispose d'études qui montrent que s'engager génère un mieux-être dans la vie et une augmentation nette de l'espérance de vie. Plus l'engagement est altruiste, plus il augmente la durée de la vie.

En ce qui concerne le bloc du milieu, le bloc sur le fonctionnement de l'individu, il s'agit de la partie un peu « punk » de l'indice. Il s'agit de donner des clefs aux décideurs politiques et économiques sur ce qui est lié au fonctionnement intrinsèque de l'individu ou à la culture du pays.

On questionne l'optimisme, le sentiment de confiance par rapport à l'avenir, la capacité à accueillir la nouveauté ou les opportunités. Il s'agit d'un élément

important pour mieux cerner l'épanouissement global de la personne. On interroge le phénomène de comparaison avec les proches, les autres.

Franck Montaugé : À vos collègues ?

Alexandre Jost : Exactement, c'est important car l'une des critiques que l'on fait aux indicateurs subjectifs, c'est que si tout le monde augmente de richesse en même temps, c'est le paradoxe d'Easterlin, alors le niveau de satisfaction reste le même.

Et je suis convaincu que sur le sujet des inégalités, on a autant besoin dans notre pays, d'agir sur les réalités objectives que sur nos perceptions.

Moi mes parents habitent à Neuilly, et je n'arrive pas à les convaincre qu'ils sont riches. Et c'est vrai pour tout le monde.

On a fait une étude à la Fabrique Spinoza sur la philanthropie et le bonheur. On a interrogé 25 personnes très riches (plus de 50 millions d'euros de fortune personnelle) et certains nous disaient : non je ne suis pas riche ! Parce qu'être riche, c'est gagner 30% de plus que ce que l'on gagne, ou parce que pour certains d'entre eux, être riche, c'est de vivre des intérêts des intérêts de son capital. Donc personne n'est jamais riche, car on se compare toujours à quelqu'un qui est plus riche que soi. Donc la question du phénomène de comparaison chez un individu ou à l'échelle d'une nation cela peut changer la donne, et cela peut aussi être un critère d'apaisement social.

On a également des questions sur la relation au temps, la capacité ou non à examiner positivement le passé. On est un pays qui a tendance à ressasser ses drames antérieurs, ou à être nostalgique de sa grandeur des siècles passés. On est encore un grand pays, mais on pense que c'est un point à interroger.

On interroge également le sentiment de capacité, vous savez chez Amartya SEN on parle de « capabilities », en psychologie on parle de « locus de contrôle » : « avez-vous le sentiment que vos actions et que vos décisions ont une influence sur votre vie ? ». C'est important parce qu'une nation dont les citoyens ne pensent pas avoir des prises sur leur vie, est une nation qui ne va pas bien.

Et on voit bien, même si on est sur du subjectif, qu'il peut y avoir des liens avec l'éducation, les modes d'évaluation, la capacité à donner confiance aux élèves etc... En créant cet indicateur, on s'est dit, on va essayer d'aller chercher des éléments inexplorés habituellement pour fournir des clefs d'explications nouvelles pour nos décideurs. Voilà comment on a conçu la chose.

Je voudrais ajouter un petit point par rapport à ce que j'ai dit juste avant parce que si je vous sens intéressés, vous me semblez aussi un peu sceptiques.

Les questions que j'ai mentionnées juste avant sont des questions qui sont extraites pour la quasi-totalité d'entre elles, de la littérature scientifique : de l'enquête sociale européenne, de l'OCDE, de l'indicateur anglais, de l'indicateur des travaux de Gallup etc... Donc même sur des sujets exploratoires comme celui-ci, il s'agit de démarches scientifiques.

Franck Montaugé :

Il y a aujourd'hui une production foisonnante d'indicateurs. On est moins confronté aux problèmes des indicateurs à inventer qu'à la question de faire le choix des indicateurs et surtout de les utiliser au bon endroit et notamment en ce qui nous concerne comme des leviers sur les politiques publiques.

En ce sens, ce que vous avez dit sur la démarche anglaise, italienne, allemande nous intéresse beaucoup.

Vous avez aussi parlé de l'utilisation de ces indicateurs dans les études d'impact. Est-ce que dans les expériences que vous avez étudiées à l'étranger et en Europe, on se sert aussi de ce type d'indicateurs pour évaluer les politiques publiques ?

Nos études d'impact sont faites en amont et nous permettent de légiférer peut-être un peu mieux par rapport aux objectifs que l'on se fixe. Mais à ma connaissance, on ne fait pas de bilan des effets des politiques résultant de la loi votée. Est-ce que des pays utilisent ces mêmes indicateurs en termes d'efficacité de résultats ?

Alexandre Jost : Je crois que le processus n'est pas aussi clair que cela et qu'il est plutôt plus macro. C'est-à-dire que l'indicateur est calculé une fois par an et qu'il est examiné dans sa globalité, mais je ne sais pas s'il est mis en regard de politiques publiques spécifiques.

Martial Bourquin : Vous souhaitez, je pense que vous travaillez dans ce sens-là, que lorsqu'on aborde l'approche des politiques publiques, on le fasse à la fois avec un rapport quantitatif et un rapport plus qualitatif qui aborde le bien-être. On pense parfois faire des politiques structurantes pour s'apercevoir qu'elles n'aboutissent pas du tout à ce que l'on avait souhaité. Disposer d'indicateurs permettant l'évaluation des politiques publiques avec la partie qualitative et quantitative, y compris avec la valeur ajoutée, c'est essentiel !

Alexandre Jost : Vous prêchez une organisation convaincue !

Martial Bourquin : En Angleterre, ils mettent cela en place, ou ils font un rapport à l'année ?

Alexandre Jost : En Angleterre, ce qui est compliqué, c'est que l'indicateur correspond plus à une photographie pour dire si on a réussi à progresser ou pas.

Mais en ce qui concerne les politiques, pour être impactées par cet indicateur elles ont besoin, au moment où elles sont conçues et après, de prendre en compte les éléments qui constituent le bien-être.

Je vais prendre un exemple. En Angleterre, ils se sont demandé comment construire une politique de réduction de prévention de l'alcoolisme.

Ils ont donc conçu des campagnes de sensibilisation.

Il existait une équipe qui s'occupait du bien-être subjectif, qui a souligné que cette campagne risquait d'affecter la consommation des buveurs moyens ou modérés, avec comme conséquence le risque d'avoir un effet sur le lien social à l'échelle du pays.

La campagne a donc été modifiée de telle sorte qu'elle touche en priorité les grands buveurs et non les buveurs modestes.

Ce qui n'aurait pas été possible s'il n'y avait pas eu un indicateur avant et après mais aussi un indicateur de bien-être au moment de la conception de la campagne de sensibilisation.

En fait ce qui est complexe dans le sujet, c'est qu'il faut réussir à créer de la transversalité dans les politiques publiques, et prendre en compte tous les éléments qui peuvent être impactés. Notre indicateur c'est cela qu'il met en lumière.

F. Montaugé : Très bien, merci !

Alexandre Jost : Si j'avais un dernier message à faire passer, je pense qu'il faut imaginer des dispositifs qui rassemblent l'ensemble des institutions, le Sénat, l'Assemblée, l'exécutif, le CESE, les citoyens...

Il faut absolument qu'un débat ait lieu. On adore faire des débats dans notre pays, en plus c'est un débat qui est générateur d'optimisme.

Mais sans débat, on n'arrivera pas à donner de la visibilité.

Un indicateur n'aura du poids, dans le champ politique, que s'il a une visibilité auprès du public, sans cela l'appareil politique ne s'y intéressera pas.

Et nous souhaitons que le dispositif que l'on imagine, l'indicateur que l'on crée, et tout ce qu'il y a autour, soit connu du plus grand nombre, et on uniquement

des élites, des décideurs politiques économiques et autres. C'est cela la vraie question.

Ensuite l'enjeu serait d'en profiter pour construire une vision, mais c'est politiquement très compliqué. Le débat sur l'épanouissement, le bonheur, le progrès est une occasion de construire une vision...mais on ouvre un très grand chantier qui est un chantier risqué, politiquement.

Mais en théorie c'est cela qu'il faudrait faire.

Franck Montaugé : Les politiques sont censés le faire ?

Alexandre Jost : Oui, oui !!

Franck Montaugé : Une dernière question, pourquoi Spinoza ? J'ai des éléments de réponse, mais je voudrais vous entendre là-dessus. Pas parce qu'il a été mis à l'index pour ses œuvres ?

Alexandre Jost : On l'a choisi parce que c'est un philosophe de la liberté et de la joie. En fait, il y a peu de philosophe qui parle d'affects. Il nous examine, avec clémence, pas seulement comme des êtres de raison mais aussi comme des êtres d'affect. C'est le premier psychologue ou psychanalyste de l'histoire, c'est aussi le premier neuroscientifique quelque part, car il nous regarde dans toute notre complexité, et on trouvait cela inspirant. En plus, il est l'un des premiers démocrates de l'ère moderne. C'est pour cela qu'on l'a choisi.

F. Montaugé : Laïc aussi à sa manière!!

Alexandre Jost : Oui, oui.

F. Montaugé et M. Bourquin : Merci, merci beaucoup.

Alexandre Jost : Vous sentez qu'on est habité par ce sujet. En tout cas, nous restons à votre disposition, sous quelconque forme que ce soit, s'il s'agit de construire une présentation, d'amener un élément technique ou autre, nous c'est notre travail, c'est notre vocation.

Franck Montaugé : Merci beaucoup.

Propositions

- ⇒ **À l'origine d'un indicateur de bien-être subjectif (l'indicateur trimestriel du bonheur des Français), un indicateur du bonheur, la Fabrique Spinoza souhaite que la plupart des institutions (dont le Parlement) s'en empare ;**

- ⇒ **Provoquer des débats afin que les citoyens s'emparent également de l'indicateur pour qu'il soit connu de plus grand nombre et occupe l'espace médiatique en parallèle du PIB ;**

- ⇒ **L'évaluation des politiques publiques doit avoir un caractère transversal afin de prendre en compte les multiples dimensions (économiques, sociales, de santé, de satisfaction...) qui peuvent en être impactées.**

- ⇒ **Imaginer des indicateurs consensuels capables de rassembler le Sénat, l'Assemblée nationale, le gouvernement, le Conseil Économique Social et Environnemental (CESE) et les citoyens.**